

Convention collective de travail du 26 juin 2000 portant des mesures pour la promotion de l'emploi dans les institutions et services ressortissant à la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement et agréés et/ou subventionnés par la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale.

(maribel social 4)

CHAPITRE Ier : CADRE JURIDIQUE

Article 1er - La présente convention collective de travail est conclue conformément aux dispositions de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les Commissions paritaires et l'Arrêté royal du 5 février 1997, du 16 avril 1998 et suivants, portant des mesures pour la promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand.

La présente convention collective de travail est conclue, vu la nécessité de transformer l'augmentation octroyée de la dotation de réductions des cotisations au moyen de la présente convention collective de travail en emploi supplémentaire dans le secteur.

CHAPITRE II : CHAMP D'APPLICATION

Article 2 - La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des institutions et services ressortissant à la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement et agréés et/ou subventionnés par la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale.

Article 3 - Par travailleurs on entend le personnel ouvrier et employé masculin et féminin. Par parties on entend les organisations d'employeurs et de travailleurs qui ont conclu la présente convention collective de travail ainsi que les employeurs et les travailleurs qui seront liés par sa force obligatoire.

Par secteur on entend le secteur tel que visé à l'article 2 de la présente convention. Par arrêté royal on entend l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures pour la promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand, l'arrêté royal du 16 avril 1998 et suivants relatifs à ce sujet.

Par Ministres compétents on entend le Ministre fédéral de l'Emploi et du Travail, le Ministre des Affaires sociales et les Ministres de la Région de Bruxelles-Capitale compétents pour les institutions et services ressortissant à la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement agréés et/ou subventionnés par la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale.

Par institution on entend l'institution à laquelle le Fonds Maribel a notifié l'autorisation d'acquérir des moyens financiers supplémentaires en vue de la promotion de l'emploi.

Par Fonds maribel on entend le Fonds Maribel social pour les institutions et services appartenant à la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale et ressortissant à la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement.

CHAPITRE IV : REDUCTIONS DES COTISATIONS ONSS PATRONALES

Article 4 - Conformément à l'arrêté royal et aux dispositions de la présente convention collective de travail, le secteur peut bénéficier d'une réduction forfaitaire des cotisations patronales de Sécurité sociale.

NEERLEGGING-DEPOT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR. N°	55.402 / 6 / 319
10-07-2000	31-07-2000		

Cy

Article 5 - L'augmentation des réductions de cotisations à partir du 1er juillet 2000 s'élève à : 1.875 BEF par travailleur qui ouvre droit par trimestre, soit 7.500 BEF sur base annuelle. Le montant global des réductions de cotisations par travailleur qui ouvre droit s'élève donc à 11.625 BEF par trimestre, soit 46.500 BEF sur base annuelle, compte tenu toutefois des décisions qui ont été prises antérieurement par convention collective de travail ou par Arrêté ministériel.

CHAPITRE V : NOMBRE DE TRAVAILLEURS SUBVENTIONNES / NON SUBVENTIONNES

Article 6 - En principe, les employeurs appartenant au champ d'application de la présente convention collective de travail n'occupent pas de travailleurs pour lesquels ils ne reçoivent pas de subventionnement pour les frais de personnel.

CHAPITRE VI : ENGAGEMENT EN MATIERE D'EMPLOI

Article 7 - Le secteur s'engage à utiliser les produits de la réduction forfaitaire des cotisations patronales pour l'accroissement du volume de travail total et de l'emploi régulier.

Article 8 - En exécution de l'article 7, un emploi supplémentaire sera réalisé à un coût salarial annuel brut maximum de 1.272.000 BEF (ce montant est adapté automatiquement en cas de modification par arrêté royal). Par coût salarial brut on entend: les salaires bruts correspondant aux barèmes conventionnels sectoriels et aux conditions salariales pour les fonctions exercées, augmentés par les cotisations patronales à la Sécurité sociale.

Article 9 - L'accroissement de l'emploi, ainsi que l'augmentation du volume de travail doivent être réalisés au niveau des institutions et services qui ont reçu des moyens financiers supplémentaires pour l'emploi. Chaque entreprise s'engage à transformer intégralement les moyens mis à sa disposition en emploi supplémentaire.

Article 10 - Les travailleurs visés à l'article 4 §2 de l'Arrêté royal ne sont pas considérés comme des travailleurs nouvellement engagés.

CHAPITRE VU : PERCEPTION ET ATTRIBUTION

Article 11 - Le Fonds maribel reçoit les produits des réductions de cotisations par l'intermédiaire de l'Office national de sécurité sociale. Le Fonds maribel est chargé de l'attribution des emplois supplémentaires suivant les modalités fixées par convention collective de travail au sein de la Commission paritaire compétente et suivant les modalités d'exécution décidées par le Fonds.

CHAPITRE VIII : GARANTIES POUR L'AFFECTATION DES REDUCTIONS DE COTISATIONS ONSS EN FAVEUR DE L'EMPLOI.

Article 12 - En exécution de l'arrêté royal, chaque employeur fera parvenir tous les six mois un rapport au Fonds maribel, suivant le modèle rédigé par le Fonds. L'institution s'engage à fournir toutes les données concernant l'emploi maribel social qui sont demandées par le Fonds.

6

Article 13 - Le rapport doit être reporté au plus tard à la date fixée par le Fonds. Il doit être attesté par l'employeur et par tous les membres du Conseil d'entreprise, ou à défaut de celui-ci, par tous les membres de la délégation syndicale, à défaut de celle-ci, par le personnel et par les représentants régionaux des organisations de travailleurs. Les membres reçoivent un exemplaire du rapport au moins **14 jours** avant **l'attestation**.

Ils peuvent obtenir toutes les informations afin de permettre une bonne compréhension de l'emploi **maribel** social au sein de **l'institution**.

Article 14 - Au cas où des fonds auraient été reçus pour lesquels aucun emploi n'a été réalisé conformément à **l'attribution**, ou pour lesquels les informations **et/ou** pièces justificatives nécessaires ne sont pas soumises, les fonds seront revendiqués ou déduits des moyens à recevoir.

Article 15 - Tous les six mois, le Fonds **maribel** rédige un rapport global qui est remis au Président de la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement. Le Président le fait parvenir au Ministre de **l'Emploi** et du Travail, au Ministre des **Affaires** sociales et aux Ministres compétents de la Région de Bruxelles-Capitale.

CHAPITRE IX : PERSONNEL A TEMPS PLEIN ET A TEMPS PARTIEL

Article 16 - En ce qui concerne la répartition des travailleurs occupés à temps plein et à temps partiel, le secteur a rempli les obligations étant donné qu'il compte en moyenne plus de 40 % de travailleurs à temps partiel.

CHAPITRE X : CALENDRIER POUR LA REALISATION DE L'EMPLOI SUPPLEMENTAIRE

Article 17 - Le secteur **s'engage** à réaliser 100 % de **l'emploi** supplémentaire au 31 décembre 2000. Le calendrier peut être adapté par le Fonds **maribel** si le Fonds **maribel** ne dispose pas à temps des moyens financiers nécessaires.

CHAPITRE XI : MODALITES D'ATTRIBUTION DE L'EMPLOI SUPPLEMENTAIRE NET

Article 18 - Lors des **embauches**, il sera donné exécution à la destination qui a été convenue par les partenaires sociaux par convention collective de travail ou qui est déterminée par décision du comité de gestion compétent du Fonds **maribel**.

Article 19 - Les fonctions qui entrent en considération pour les embauches supplémentaires, rémunérées suivant les barèmes et conditions en vigueur, appartiennent, à **l'exception** du personnel de direction, aux catégories fonctionnelles telles que fixées dans les conventions collectives de travail relatives aux conditions de rémunération en vigueur.

Article 20 - Une concertation est menée au niveau de **l'institution** au sein du conseil d'entreprise, ou à défaut de celui-ci, avec la délégation syndicale, ou à défaut de celle-ci, avec le personnel afin de déterminer dans quels services et fonctions et sous quelles conditions de travail on peut réaliser l'emploi supplémentaire. Si cette discussion **n'aboutit pas** à un accord,

les représentants des travailleurs ou le personnel peuvent faire appel aux représentants régionaux des organisations de travailleurs.

Le dossier doit être accompagné **d'une** copie du rapport de la discussion précitée.

Article 21 - En cas de constatation de défaut d'accord, le Fonds maribel déterminera l'attribution des moyens qui sont à la disposition de l'institution.

CHAPITRE XII : ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE

Article 22 - La présente convention collective de travail entre en vigueur au 1er juillet 2000 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de six mois notifié par lettre recommandée adressée au Président de la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement.

67

Collectieve arbeidsovereenkomst van 26 juni 2000 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de instellingen en diensten die **ressorteren** onder het Paritair Comité voor de Opvoedings- en **huisvestingsinrichtingen** en die erkend en/of **gesubsidieerd** zijn door de **Gemeenschappelijke** Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk **Gewest**.

(sociale maribel 4)

HOOFDSTUK I : JURIDISCH KADER

Artikel 1 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten overeenkomstig de bepalingen van de wet van 5 december 1968 op de collectieve arbeidsovereenkomsten en de Paritaire Comités en het Koninklijk Besluit van 5 februari 1997, 16 april 1998 en volgende, houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten gelet op de noodzakelijkheid om de toegekende verhoging van de dotatie van bijdrageverminderingen door middel van deze collectieve arbeidsovereenkomst om te zetten in bijkomende tewerkstelling in de sector.

HOOFDSTUK II : TOEPASSINGSGBIED

Artikel 2 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de instellingen en diensten die ressorteren onder het Paritair Comité voor de Opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en die erkend en/of gesubsidieerd zijn door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Artikel 3 - Onder werknemers wordt verstaan het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendepersoneel.

Onder partijen wordt verstaan de werkgevers- en de werknemersorganisaties die deze collectieve arbeidsovereenkomst hebben gesloten en de werkgevers en de werknemers die door de algemeen **verbindend verklaring** ervan zullen gebonden zijn.

Onder sector wordt verstaan de sector als bedoeld in artikel 2 van deze overeenkomst.

Onder **koninklijk besluit** wordt verstaan het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector, het koninklijk besluit van 16 april 1998 en volgende met betrekking tot dit onderwerp.

Onder bevoegde Ministère wordt verstaan de Fédérale **Minister** van Tewerkstelling en Arbeid, de Minister van Sociale Zaken en de **Ministers** van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevoegd voor de instellingen en diensten die ressorteren onder het Paritair Comité Opvoedings ~~en~~ huisvestingsinrichtingen en die erkend en/of gesubsidieerd zijn door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Onder instelling wordt verstaan de instelling welke van het Maribelfonds een toekenning betekend krijgt om bijkomende financiële middelen te verwerven met het oog op de bevordering van de tewerkstelling.

NEERLEGGING-DÉPÔT
10 -07- 2000

REGISTR. EN REGISTR.
31 -07- 2000

NR.
N°

55.402/6/319

Onder Maribelfonds wordt verstaan het "Fonds Sociale Maribel voor de instellingen en diensten behorend tot de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en die ressorteren onder het Paritair Comité Opvoedings- en huisvestingsinrichtingen.

HOOFDSTUK IV : PATRONALE RSZ-BJDRAGEVERMINDERINGEN

Artikel 4 - Overeenkomstig het koninklijk besluit en conform de beschikkingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst kan de sector genieten van een forfaitaire vermindering van de werkgeversbijdragen in de Sociale Zekerheid.

Artikel 5 - De verhoging van de bijdrageverminderingen vanaf 1 juli 2000 bedraagt: 1.875 BEF per rechtgevende werknemer per kwartaal, zijnde **7.500 BEF** op jaarbasis. Het globale bedrag van de bijdrageverminderingen per rechtgevende werknemer bedraagt aldus **11.625 BEF** per kwartaal, zijnde 46.500 BEF op jaarbasis, rekening houdend evenwel met de reeds eerder getroffen beslissingen bij collectieve arbeidsovereenkomst of bij Ministerieel Besluit.

HOOFDSTUK V : AANTAL GESUBSIDIEERDE/ NIET-GESUBSIDIEERDE WERKNEMERS

Artikel 6 - De werkgevers die behoren tot het toepassingsgebied van deze collectieve arbeidsovereenkomst stellen in principe geen werknemers tewerk waarvoor zij geen subsidiëring ontvangen voor de personeelskosten.

HOOFDSTUK VI : VERBINTENIS INZAKE TEWERKSTELLING

Artikel 7 - De sector verbindt er zich toe de opbrengsten van de forfaitaire vermindering van de werkgeversbijdragen aan te wenden voor de aangroei van het totaal arbeidsvolume en van régulière tewerkstelling.

Artikel 8 - In uitvoering van artikel 7 zal een bijkomende tewerkstelling gerealiseerd worden aan een maximale bruto-jaarloonkost van 1.272.000 BEF (dit bedrag wordt automatisch aangepast indien het wijzigt bij koninklijk besluit). Als brutoloonkost wordt verstaan: de bruto lonen overeenstemmend met de sectorale conventionele baremieke loonschalen en loonvoorwaarden voor de uitgeoefende functies, verhoogd met de patronale bijdragen aan de Sociale Zekerheid.

Artikel 9 - De aangroei van de tewerkstelling, alsmede de toename van het arbeidsvolume dienen gerealiseerd te worden op het vlak van de instellingen en diensten die bijkomende financiële middelen voor tewerkstelling toegekend hebben gekregen. Elke onderneming verbindt er zich toe de ter beschikking gestelde middelen integraal om te zetten in bijkomende tewerkstelling.

Artikel 10 - De werknemers bedoeld in artikel 4 §2 van het Koninklijk Besluit worden niet beschouwd als nieuw aangeworven werknemers.

HOOFDSTUK VII: INNING EN TOEWIJZING.

Artikel 11 - Het Maribelfonds ontvangt via de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid de opbrengsten van de bijdrageverminderingen. Het Maribelfonds wordt belast met de toewijzing van de bijkomende arbeidsplaatsen volgens de modaliteiten

Cn

bepaald bij collectieve arbeidsovereenkomst in het bevoegd Paritair Comité en volgens de uitvoeringsmodaliteiten beslist door het Fonds.

HOOFDSTUK VIII : WAARBORGEN VOOR DE AANWENDING VAN DE RSZ-BIJDRAGEVERMINDERINGEN TEN VOORDELE VAN DE TEWERKSTELLING.

Artikel 12 - In uitvoering van het koninklijk besluit zal elke werkgever om de zes maanden een verslag bezorgen aan het Maribelfonds, volgens het door het Fonds opgestelde model.

De instelling verbindt er zich toe alle gegevens in verband met de sociale maribeltewerking, die door het Fonds worden opgevraagd, te verstrekken.

Artikel 13 - Het verslag moet ten laatste op de door het Fonds gestelde datum worden terugbezorgd. Het dient geattesteerd te zijn door de werkgever en door alle leden van de Ondernemingsraad, of bij ontstentenis door alle leden van de syndicale afvaardiging, bij ontstentenis door het personeel en door de regionale vertegenwoordigers van de werknemersorganisaties. De leden ontvangen minstens 14 dagen voor de attestatie een exemplaar van het verslag.

Zij kunnen alle inlichtingen verkrijgen om een goed begrip van de sociale maribeltewerking in de instelling mogelijk te maken.

Artikel 14 - Indien gelden zouden ontvangen zijn waar geen tewerking tegenover staat overeenkomstig de toekenning, of waarvoor niet de noodzakelijke inlichtingen en/of bewijsstukken voorgelegd worden, zullen de gelden teruggevorderd worden of in mindering gebracht worden van te ontvangen middelen.

Artikel 15 - Het Maribelfonds stelt zesmaandelijks een globaal verslag op dat aan de Voorzitter van het Paritair Comité van de Opvoedings- en huisvestingsinrichtingen wordt bezorgd. De Voorzitter bezorgt het aan de Minister van Tewerking en Arbeid, de Minister van Sociale Zaken en de bevoegde Ministère van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

HOOFDSTUK IX : VOLTIJDS EN DEELTIJDS PERSONEEL.

Artikel 16 - Wat de indeling van voltijds en deeltijds tewerkinggestelde werknemers betreft heeft de sector voldaan aan de verplichtingen gezien deze gemiddeld meer dan 40% deeltijdse werknemers telt.

HOOFDSTUK X : KALENDER VOOR DE VERWEZENLIJING VAN DE BIJKOMENDE TEWERKSTELLING.

Artikel 17 - De sector verbindt er zich toe 100% van de bijkomende tewerking te realiseren op 31 december 2000.

De kalender kan aangepast worden door het Maribelfonds indien het Maribelfonds niet tijdig over de nodige financiële middelen beschikt.

HOOFDSTUK XI : MODALITEITEN VAN TOEWIJZING VAN DE NETTO-BIJKOMENDE TEWERKSTELLING

Artikel 18 - Bij de aanwervingen zal uitvoering worden gegeven aan de bestemming die door de sociale partners bij collectieve arbeidsovereenkomst is overeengekomen of die bepaald wordt bij beslissing van het bevoegde beheerscomité van het Maribelfonds.

Artikel 19 - De functies die in aanmerking komen voor de **bijkomende** aanwervingen, vergoed volgens de vigerende baremieke loonschalen en voorwaarden, behoren, met uitzondering van het directiepersoneel, tot de **functiecategorieën** zoals bepaald in de geldende **collectieve arbeidsovereenkomsten** betreffende de loonvoorwaarden.

Artikel 20 - Er wordt een overleg op **instellingsniveau** gevoerd in de ondernemingsraad, of bij ontstentenis met de syndicale **afvaardiging**, of bij ontstentenis met het personeel om te bepalen in welke diensten en functies de **bijkomende** tewerkstelling moet ingevuld worden en onder welke **arbeidsvoorwaarden** dit zal gebeuren. Indien deze **bespreking** niet leidt tot een akkoord, kan door de **werknemersvertegenwoordigers** of door het personeel beroep worden gedaan op de **régionale vertegenwoordigers** van de werknemersorganisaties.

Het dossier moet vergezeld zijn van een **kopie** van het verslag van voornoemde bespreking.

Artikel 21 - Bij vaststelling van gebreke aan akkoord zal het **Maribelfonds** de toewijzing van de ter **beschikking staande** middelen bepalen.

HOOFDSTUK XII : INWERKINGTREDING EN DUURTIJD

Artikel 22 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 juli 2000 en is gesloten voor **onbepaalde** duur. Zij kan worden opgezegd door elk van de **partijen** mits een **opzegging** van zes maanden betekend bij aangetekend **schrijven** aan de **Voorzitter** van het Paritair Comité voor de Opvoedings- en huisvestingsinrichtingen .